

TÉLÉPHÉRIQUE DE CONSTANTINE

L'arrêt se prolonge

Immobilisé depuis plus de deux mois maintenant pour l'habituelle opération de «maintenance cyclique des appareils», le téléphérique de Constantine est toujours à l'arrêt. Un arrêt prolongé et «inexpliqué» en effet, qui n'est pas sans soulever des interrogations parmi les usagers, surtout qu'aucune des dates annonçant sa remise en service n'a été respectée.

Jamais depuis sa mise en service au mois de juin 2008, le téléphérique de Constantine, devenu le moyen de transport principal de milliers de personnes habitant la banlieue nord de la ville, n'a enregistré une aussi longue période d'arrêt. Habituellement ne dépassant pas une semaine, celle-ci semble se prolonger dans le temps et suscite de plus en plus des interrogations. En effet, plus de deux mois se sont écoulés depuis l'entame de l'opération de révision cyclique des

machines, qualifiée par l'entreprise en charge de la gestion du téléphérique «d'ordinaire» et qui n'a rien à voir avec une quelconque «panne» avait affirmé le responsable de la société.

Apportant un démenti formel quant à une probable «avarie» qui aurait touché les installations du téléphérique, et de ce fait nécessitant une intervention spécialisée, ce même responsable avait avancé la date du 20 avril dernier pour la reprise des opérations de transport des

usagers par télécabine. Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts et les 33 cabines sont toujours immobilisées dans les trois stations.

Selon les informations en notre possession, recueillies auprès des travailleurs de la station de l'Emir Abdelkader, il est plus que probable que la période d'arrêt soit encore prolongée parce que les problèmes décelés lors de la révision se sont avérés plus sérieux que l'on ne l'imaginait et nécessitent l'intervention de spécialistes en la matière. Des techniciens suisses relevant de la société Gravanta ont été sollicités par l'ETC pour se pencher sur la question et faire une évaluation des travaux de maintenance effectués.

A ce sujet, le directeur de l'ETC, M. Abdelhamid Kharchi, tout en assurant de la fiabilité des installations a indiqué que ses services ont tout sim-

plement décidé «de mener une révision générale et poussée des installations et des cabines». Et ceci, a-t-il expliqué, afin «de garantir la sécurité des installations» et notamment «se conformer aux normes internationales».

Sollicité pour de plus amples informations, notamment pour ce qui est du coût de cette opération et le manque à gagner engendré par cet arrêt, ce dernier était injoignable. Il est utile de préciser que le téléphérique de Constantine reliant la station de l'Emir Abdelkader au centre-ville en passant par la station du CHU Ben Badis transporte quotidiennement des milliers de personnes.

Notons, en outre, que l'arrêt prolongé des télécabines a créé une crise sans précédent sur les moyens de transports.

Farid Benzaid

MILA

4 567 logements en instance d'attribution et 3 200 bénéficiaires en attente de délivrance

Dans un communiqué rendu public par la wilaya, le wali de Mila a réitéré ses instructions aux chefs de daïra, qui sont, pour rappel, en même temps présidents des commissions d'attribution de logements, d'activer la procédure d'étude des dossiers des demandeurs afin de faire bénéficier les citoyens «nécessiteux» des 4 567 logements qui se trouvent en instance de distribution, à travers les différentes communes de la wilaya.

Mais connaissant d'emblée le retour de manivelle lié à cette opération, à savoir la réaction d'une bonne

partie des citoyens recalés, après affichage des listes des bénéficiaires, les chefs de daïra temporisent autant

que possible afin de s'épargner, un tant soit peu, l'«inévitabile» réaction populaire, en attendant... une hypothétique sortie à moindre casse, de quelque manière que ce soit ! Mais le hic, ce que le communiqué feint d'ignorer, c'est que plus de 3 200 autres logements, attribués depuis le 2^e semestre de l'année dernière (plus de 550 au niveau de la seule commune de Mila, chef-lieu de wilaya) sont à ce jour bloqués. Les «heureux bénéficiaires» attendent, depuis, une

hypothétique délivrance par la commission de recours de wilaya, présidée, justement, par... le wali lui-même. Ce retard est, semble-t-il, dû aux mêmes soucis évoqués précédemment.

C'est pour dire que ce dossier d'attribution de logements est devenu un véritable cauchemar pour les responsables concernés, voire une véritable bombe à retardement, à gérer d'une main... d'artificier !

A. M'haimoud

PROTECTION DU BASSIN DU PORT DE DJENDJEN (JIJEL)

Le chantier tourne au ralenti

Le projet relatif à la protection du bassin du port de Djendjen contre l'ensablement et l'agitation des cours d'eau dans la wilaya de Jijel, en cours de réalisation par l'entreprise coréenne Daewo Construction, risque de connaître des retards de livraison.

La responsable de la communication de l'entreprise, M^{lle} Kwan, nous a affirmé que l'approvisionnement du chantier en agrégats à partir de la carrière de Oued Arabah est fortement perturbé par la fermeture de la route reliant la carrière à la commune de Bainene par des citoyens, en signe de protestation contre la dégradation de ce tronçon routier sur une distance de 3 km par le passage des camions de gros

tonnage. Ce qui a contraint les camionneurs à emprunter une autre route, dangereuse pour les poids lourds.

Cette fermeture a provoqué une baisse d'approvisionnement en agrégats, estimée à 60%, a-t-elle ajouté. Plus explicite, notre interlocutrice a tenu à préciser que l'approvisionnement est passée d'une moyenne bimensuelle de 80 000 tonnes à 35 000 tonnes.

Cette baisse préjudiciable risque de retarder l'achèvement de ce projet qui fait travailler actuellement 400 Algériens et dont la livraison est prévue en juin 2014.

Profitant de la présence du wali, M^{lle} Kwan a sollicité ses services pour surmonter cette contrainte. Celle-ci se pose sur un territoire qui ne relève pas de ses compétences. Le wali s'est engagé à décrocher à l'entreprise coréenne un rendez-vous avec le wali de Mila pour trouver une solution à ce problème qui risque de perturber fortement la cadence des travaux, alors que le projet est d'une grande importance pour l'exploitation du port.

Bouhali Mohamed-Chérif

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

À GUELMA

3 individus écroués à Bouchegouf pour vol qualifié et détention de stupéfiants

La police judiciaire de la daïra de Bouchegouf, à une trentaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Guelma, a mis en place un dispositif pour lutter contre la criminalité et la délinquance dans cette localité, apprend-on auprès de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Le bilan de ces derniers jours fait état de l'arrestation de 7 individus impliqués dans plusieurs affaires de vol, d'agression, de port d'arme blanche et de détention de stupéfiants. Les mis en cause, âgés de 20 à 56 ans, opéraient dans plusieurs quartiers de la ville.

Parmi les affaires traitées, figure le vol de 7 q de fer en barre, commis par un individu âgé de 56 ans, chez un particulier, à la cité Sidi M'hamed, dans la ville de Bouchegouf. Trois des suspects ont été placés en détention provisoire par le magistrat instructeur près le tribunal de Bouchegouf, alors que les autres ont été mis en liberté provisoire, précise-t-on.

N. Guergour

DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU NATIONAL

Saisie de 70 kg de drogue

La brigade de lutte anti-stupéfiants des services de la Sûreté de la wilaya ont démantelé, récemment, un réseau national de trafic de drogue dans la wilaya de Jijel.

En effet, selon le chargé de la communication de la Sûreté de wilaya, ladite brigade a procédé à l'arrestation de deux individus dans la commune d'El Ancer en possession de 42,5 kg de drogue.

Poursuivant leur enquête, les services de sécurité ont élargi leur compétence à d'autres wilayas, ce qui leur a permis de remonter la filière de ce réseau de trafiquants en procédant à l'arrestation de cinq autres membres qui étaient en possession de 27,5 kg de drogue.

Nos sources ajoutent que deux membres de ce réseau sont originaires de la commune d'El Ancer.

B. M.-C.